

L'EXPERIENCE INDIENNE : LE SYSTEME EDUCATIF ET LE ROLE DE L'ETAT

Dr. Khadidja NEMMICHE

Maitre de conférences en sciences de gestion, C-U de Maghnia

khadijane@yahoo.fr

Résumé :

Avec un taux de croissance annuel de 10,4%, l'Inde représente l'un des pays émergents qui ont pu réaliser un essor qualitatif extraordinaire durant cette dernière décennie. En s'appuyant sur une enquête menée par l'OCDE (2011)¹, l'une des principales politiques de l'économie indienne est la concentration sur le système éducatif et plus particulièrement universitaire qui s'avère un moteur de croissance énergétique. Ce papier vise principalement à révéler l'expérience indienne en matière de sa politique éducative et le rôle joué par les gouvernements qui ont pu rendre l'Inde dans les premiers rangs au niveau mondial dans le cadre de la recherche scientifique. Pour ce faire, une analyse descriptive est choisie en s'appuyant sur des statistiques macroéconomiques et sociales retirées de différentes sources. Cela nous permet de présenter les particularités de l'Inde par rapport aux autres pays auparavant semblables dont l'Algérie est un exemple. Mots clé : Economie indienne, Prestation des services TIC, Système éducatif, Gouvernements indiens, Universités indiennes.

:Classification Jel C16, P127.

Abstract:

With an annual growth rate of 10, 4%, India represents one of the emerging countries which have achieved extraordinary qualitative growth in the last decade. Based on a survey conducted by COED (2011), one of the main politics of the Indian economy is the concentration on education and particularly university system that turns an energetic growth engine. This paper aims to reveal the Indian experience in its educational policy and the role played by governments that were able to make

India in the front ranks globally as part of scientific research. To do this, a descriptive analysis is chosen based on macroeconomic and social statistics removed from different sources. This allows us to present the peculiarities of India compared with other previously similar countries which Algeria is an example.

Key words: Indian economy, ICT services provision, educational system, Indian governments, Indian universities.

Jel classification: C16, P127.

ملخص:

بمعدل نمو يبلغ 4.10٪ تشكل الهند واحدة من بين البلدان البارزة التي حققت نمو نوعي لا مثيل له خلال العشرية الأخيرة. بالاعتماد على دراسة منجزة من طرف منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية لسنة 2011، واحدة من بين السياسات الاقتصادية الهندية تتمثل في التركيز على النظام التعليمي وبالأخص النظام الجامعي الذي يعتبر كمحرك تطوري فعال. هذه الورقة تهدف بالأساس إلى إبراز التجربة الهندية فيما يخص السياسة التعليمية و الدور الذي تلعبه الحكومات ما جعل الهند في المراتب الأولى عالميا للبحث العلمي. للقيام بذلك تم تبني التحليل الوصفي في الدراسة استنادا إلى الإحصائيات الاقتصادية على المستوى الكلي وكذا الاجتماعية من مصادر مختلفة. سيسمح لنا هذا بعرض خصائص الهند مقارنة مع دول أخرى مماثلة لها سابقا وكمثال على ذلك الجزائر.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد الهندي ، تمويل الخدمات التكنولوجية، النظام التعليمي، الحكومات الهندية، الجامعات الهندية.

رموز (jel): C16, P127.

Introduction :

L'Inde est actuellement un pouvoir économique qui ne cesse à se développer notamment dans les services d'Offshore en se classant dans le premier rang mondial en matière de la prestation technologique (Carmel et Tjia, 2005)². L'analyse économique de l'Inde contemporaine illustre que le taux du développement de 10,4% revient au système éducatif de ce pays qui possède certaines particularités qui le

permettent de devenir le moteur primordial de croissance économique (Agrawal, 2007)³.

L'éducation qui constitue depuis longtemps un support indispensable au développement social et économique mérite d'être le souci principal de l'Etat et les gouvernements. A titre d'exemple les Etats-Unis qui demeurent depuis la seconde guerre mondiale la première puissance économique dans le monde se basent particulièrement sur l'éducation et plus précisément sur les instituts et les laboratoires de recherche en tant que stimulateurs du développement du pays. Ces derniers qui possèdent une célébrité académique remarquable se classent les premiers au niveau mondial ; l'université de Columbia située à New-York est un bon exemple possédant 47 fois le prix Nobel (Kumar, 2004)⁴. Ainsi des grandes entreprises telles que Microsoft, Hewlett-Packard, Yahoo et Google sont parmi les gigantesques entreprises de hautes technologies instaurées et développées par des chercheurs universitaires (Nambissan, 2010)⁵.

En Inde, force est de constater que l'éducation est considérée ainsi comme l'un des principaux piliers de croissance du pays où on trouve que les immigrés indiens qui travaillent dans le secteur sanitaire britannique ou ceux qui occupent des postes très spécialisés de haut niveau dans le secteur de TIC dans les Etats-Unis donnent une illustration claire de la compétence indienne accumulée via un cadre éducatif spécifique (Lala et House, 2005)⁶. La question qui se pose alors est de savoir comment dans un pays peuplé et généralement analphabète et pauvre, apparaissent des diplômés indiens qui peuvent même jouer un rôle concurrent dans cette compétition mondial de l'immatériel. Cela s'inscrit ainsi dans une grande interrogation posée par Kaul (2006)⁷. L'auteur indien propose un controversé analytique en disant que : nous avons une population large qui vit sous la ligne de la pauvreté, nous avons un grand problème d'analphabétisme, les écoles primaires et secondaires sont inadéquatement structurés. Mais d'autre part nous avons des scientifiques et des ingénieurs de hautes compétences, nous produisons 400 000 ingénieurs par an

comparés avec 60 000 pour les Etats-Unis. Cette question cruciale nous amène à mettre l'accent sur le système éducatif de l'Inde comme l'un des principaux piliers qui nous semblent interprétatifs de ce qui rend l'Inde une puissance économique réalisant un grand pas de croissance sociale, économique, médicale, et culturelle.

Les particularités de l'économie indienne:

L'Inde est le deuxième pays mondial pour ce qui est de la densité populaire avec plus de 2,2 milliards d'habitats, un taux de pauvreté arrivant jusqu'à 37%, et près d'un tiers de pauvres dans le monde se trouvent en Inde selon la banque mondiale (National Report, 2008)⁸. En revanche, il est également à noter que ce même pays se classe parmi les pays émergents dans ces deux dernières décennies avec un pouvoir économique incessamment croissant et un taux du développement de 10,4% en 2010 (Saxena et al., 2012)⁹.

Selon l'agence de l'intelligence centrale, le progrès économique indien revient principalement au secteur de TIC et plus particulièrement aux prestations de type Offshoring. Au début des années 1990, 180 grandes entreprises parmi 500 ont externalisés des services à l'Inde. L'analyse économique du marché de prestation reflète évidemment la place occupée par l'Inde en tant que puissance mondiale notamment en ce qui concerne les services d'Outsourcing et d'Offshoring. Dans ce cadre, il faut citer la célèbre locution du premier ministre singapourien qui a déclaré que si la Chine est devenue l'usine de la production mondiale, l'Inde devient l'infrastructure technologique mondiale.

L'orientation vers l'Inde par les grandes entreprises mondiales s'explique par deux principales particularités de l'Inde contemporaine à savoir les couts de services offerts qui restent extrêmement bas par rapport à ceux proposés dans un autre pays d'une part, et d'autre part la compétence très spécialisée et de haute qualité détenue par les spécialistes indiens (Khan et al., 2003)¹⁰.

Il est à noter que la réduction des couts de services proposés par des prestataires indiens engendrée par le faible cout de main d'œuvre (*Pays de Low Cost*)

comme l'a cité Business Week (Aout, 2005)¹¹ ne s'explique pas par la mauvaise compétence d'un employé indien, mais cela est dû au nombre élevé de diplômés de haut niveau scientifique. Selon *Nasscom*, le nombre de spécialistes en TIC arriva à 650 000 personnes en 2002, et 813 500 en 2005 (Agrawal, 2007)¹². De surcroit et à titre d'exemple, un salaire annuel d'un ingénieur de logiciels indien est environ 13500\$ vis-à-vis d'un salaire entre 67 000 et 90 000\$ pour un américain occupant la même fonction (Rao, 2004)¹³. Cela incite beaucoup d'entreprises à choisir les services proposés par les prestataires indiens comme une tentative vers la rationalisation des coûts telle qu'a fait Wall Street. L'entreprise s'orienta vers la prestation technologique indienne pour essayer de surpasser le scandale financier qu'a connu cette entreprise en 2002 et 2003 (Rao, 2004)¹⁴.

Selon des statistiques réalisées par le rapport national indien (2008)¹⁵, 130 milliards de dollars de réduction des coûts totaux pour les 100 premières entreprises mondiales est prévu dans les cinq années prochaines, obtenue via le recours à des prestataires indiens. En outre, selon un rapport publié par Richard Freeman de l'université de Harvard, le nombre des employés dans le centre *Welch* qui est l'un des filiales de GE en Bangalore dépasse généralement le nombre d'employés américains de cette grande entreprise (Agrawal, 2007)¹⁶. De plus, un quart de 1800 ingénieurs sont des docteurs très spécialisés en matière de nouvelles technologies en Bangalore ayant pour mission de gérer 30 projets internalisés auparavant par GE. Un autre rapport est celui publié par Business World (2005) au niveau d'Oracle qui souligne que cette gigantesque entreprise spécialisée en prestation de logiciels embauche 700 ingénieurs indiens en Bangalore vis-à-vis d'une petite part de leurs collègues américains en Silicon Valley américain (Agrawal, 2007)¹⁷.

Non pas seulement le secteur technologique qui est monopolisé par l'Inde, mais ce pays propose aussi des services sanitaires de haute qualité et à moindres coûts, les hôpitaux en Inde ont reçu environ 150 000 patients étrangers en une seule année. En outre, les 30 hôpitaux du groupe *Apollo* ont attiré 60 000 malades étrangers

avec une réduction de la charge hospitalière de 25% par rapport aux hôpitaux en Bretagne par exemple. Ainsi *McKinsey & Co* prédit qu'en 2012, l'Inde va atteindre 2 milliards de dollars par an provenant du secteur sanitaire (Agrawal, 2007)¹⁸.

En ce qui concerne l'innovation, l'Inde est classé en 2^{ème} rang mondial avec 145 517 brevets d'invention selon le classement d'Aout 2006 après les Etats-Unis (194 211 brevets) et avant l'Allemagne qui reste en 3^{ème} et Bretagne et le Japon en 4^{ème} position (Kaul, 2006)¹⁹. Une autre contribution majeure de l'innovation est celle de l'invention de r –DNA ou le vaccin de base contre l'hépatite qui représente un progrès réalisé en médecine par l'institut des sciences en Bangalore en collaboration avec la firme biotechnique *Shanta*. Sans oublier la découverte de nouveaux gènes de virus SARS par l'institut de biologie intégrative (IGIB) en New Delhi (Kaul, 2006)²⁰.

L'éducation en Inde contemporaine :

La question d'analphabétisme pour un pays peuplé comme l'Inde est le déficit principal depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. L'Etat et les différents gouvernements et parlements indiens ont proposé des politiques appropriées et efficaces pour réduire cet embarras social et économique. Depuis 2001, les gouvernements de l'éducation dans chaque territoire indien ont lancé la campagne *Sarva Shiksha Abhiyan* ou *l'éducation pour tous* qui a coûté 106,71 milliard de Rs entre 2007 et 2008 (Buisson, 2010)²¹. Ce programme avait pour objectif non pas seulement d'attirer un bon nombre de citoyens vers l'éducation comme une tentative de réduire au maximum les illettrés, mais il visait également à améliorer la qualité de l'éducation dans les différents établissements de différents niveaux, d'instaurer des nouvelles institutions, de décentraliser la gestion dans l'organisation éducative et d'enlever la structure bureaucratique lourde qui caractérise le système éducatif indien. De plus, un don de 645\$ est alloué aux parents qui inscrivent leurs enfants dans une école (Srivastava, 2010)²². Cette démarche a pu vraiment cerner le problème de l'analphabétisme où on constate qu'entre 2001 et 2011, le nombre d'enfants qui savent écrire et lire a augmenté de 65,38% à 74,04% pour ceux qui dépassent l'âge de

7 ans (Nambissan, 2010)²³. Le tableau suivant montre le taux d'alphabétisme qui augmenta dans la société indienne :

Tableau1 : Taux d'alphabétisme pour ceux qui dépassent l'âge de 7 ans

	2001			2011		
	Homme	Femme	Population	Homme	Femme	Population
Taux d'alphabétisation en inde en (%)	75,85	54,16	65,38	82,14	65,46	74,04

Source: d'après Saxena et al. (2012, p.11)²⁴

Ainsi, un accroissement en inscription dans les écoles primaires de 29,4 millions candidats entre 2008 et 2009 reflète que les politiques étatiques et les différents organismes sociaux ont pu atteindre leurs buts (National report, 2008)²⁵.

Les fruits de ces démarches dans le milieu éducatif ne se limitèrent pas à enlever le nombre d'élèves par rapport à ce qui a été recensé auparavant, mais la qualité de la pédagogie et les moyens mis en œuvres pour perfectionner les conditions de l'éducation restent aussi en progression permanente.

Pour les enfants de quatre à six ans la scolarisation reste un pas agréable mais pas obligatoire, ces *Preprimary schools* ou sous l'appellation *Kindergarten* chez les indiens, assurent un enseignement culturel et linguistique loin d'être systématique. Cependant la scolarité officielle commence à l'âge de sept ans et dure huit ans comme une phase d'éducation élémentaire ; cinq ans d'éducation primaire (dans les écoles primaires) suivis par trois ans d'éducation primaire supérieure (dans les écoles moyennes). Il est à noter que l'éducation primaire est obligatoire et gratuit pour toutes les catégories indiennes. Les études se basent sur un assortiment linguistique entre les différentes langues indiennes et la langue anglaise.

Viennent ensuite deux ans d'une éducation secondaire regroupant le neuvième et le dixième niveau (écoles secondaires). Cette phase éducative se conclut par un

brevet de SSLC¹ pour certifier le niveau de ceux qui sont réussis dans les examens organisés par l'Etat compétent ou le CBSE². L'attestation de SSLC permet aux étudiants de pouvoir continuer leurs études dans les programmes du premier et puis du deuxième cycle de hautes études secondaires appelés aussi pré-universitaires. Ces études prés-universitaires connaissent une domination de modules techniques, exacts et très spécialisés (Rapport, 2010)²⁶.

Ainsi, l'éducation supérieure est celle assurée par les universités et les instituts technologiques pour une durée de trois ans ou de quatre ans pour les domaines d'ingénierie (*Under Graduation*) pour obtenir un diplôme de baccalauréat (Bachelor). À l'issue de celui-ci, des programmes d'une durée d'un an et de deux ans conduisent à des qualifications de deuxième cycle (*Post Graduation*). Les diplômes de Masters correspondent à deux ans après le baccalauréat. Nous retrouvons ensuite des programmes appelés Master de philosophie (Mphil pour Master of Philosophy) qui contribuent à un diplôme de doctorat (*Phd* pour Doctor of Philosophy) (Antze, 2011)²⁷.

Trois principales structures juridiques forment le système éducatif que sont : les écoles gouvernementales, les écoles privées financées par l'Etat (hybrides), les écoles privées avouées par l'Etat, et les écoles informelles. La collaboration entre ces différentes écoles contribue à donner le droit de lire et d'écrire à chaque enfant indien quelque soit les entraves géographiques ou financières qu'il vit (Srivastava, 2010)²⁸.

Les écoles gouvernementales visent la catégorie la plus large dans la société indienne à savoir : les pauvres, l'éducation est gratuite dans tous les cycles instructifs et l'instauration de nouvelles écoles dans les territoires éloignés reste une priorité indispensable chez les gouvernements indiens. Le souci premier pour ces écoles est la qualité de l'éducation qui s'avère faible par rapport aux autres institutions. Les politiques suivies par les gouvernements visent à assurer un cadre éducatif de bonne

¹Secondary School Learning Certificate.

²Central Board of Secondary Education.

qualité pour une grande population indienne. Le salaire élevé consacré aux enseignants qui travaillent dans les écoles gouvernementales par rapport à leurs collègues dans les autres établissements arrive à 100 000 Rs c.-à-d. 2143\$ par an. Toutefois, la gratuité de l'éducation et ces efforts gouvernementaux ont échoué à attirer ceux qui peuvent voire ceux qui font des grandes sacrifices pour garantir une éducation de haute qualité en préférant le recours aux écoles privées et hybrides même si cela a un cout insupportable par la catégorie moyenne en Inde. Cela revient principalement aux problèmes bureaucratiques qui alourdissent et gênent les procédures et le management organisateur de ces écoles sans oublier les absences fréquentes d'enseignants qui sont obligés souvent de travailler dans des cantons ruraux loin de leurs familles.

Pour la partie médiane dans la pyramide sociale indienne, les organisations non gouvernementales (ONGs) autrement dit hybrides soumises à l'Etat est celles qui devront être choisies. Ces écoles sont financées par l'Etat et les différentes donateurs et adoptent les mêmes programmes de l'éducation suivis par les écoles publiques mais exercent leur propre style du management. Les frais d'inscription sont entre 1 et 63\$ par mois (Srivastava, 2010)²⁹. Les salaires d'enseignants sont financés par l'Etat mais restent plus bas comparés avec leurs collègues dans les écoles publiques soit une différence de 20% pour chuter à environ 20\$ par mois (Antze, 2011)³⁰. Ajoutant qu'un déficit de 64% de niveau de formation des enseignants dans ces écoles contre une carence de 5% uniquement observé dans les écoles publiques (Antze, 2011)³¹.

En ce qui concerne les écoles privées avouées par l'Etat, ces dernières restent la cible unique pour les élèves riches qui peuvent facilement payer des frais d'inscription extrêmement élevés tout en assurant que la qualité de l'apprentissage sera de haut niveau. Ces écoles donnent une certification à la fin du cycle éducatif confessée dans tous les territoires indiens. Toutefois, la plupart des indiens ne peuvent pas payer les frais des écoles privées, sachant que pour l'ensemble des familles indiennes les dépenses consacrées à l'éducation représentent en moyenne 2,3% de leur revenu et

pour les plus pauvres ce taux atteint 7,3% (Srivastava, 2010)³². Pour cela émerge les écoles privées non confessées par l'Etat ou ce qu'on appelle : les écoles informelles. Ces derniers établissements sont instaurés comme des initiatives individuelles qui visent les élèves qui ne peuvent pas suivre en permanence une scolarisation organisée en plein temps du niveau primaire au niveau secondaire. Leur particularité est d'être un centre éducatif qui s'implante dans des milieux ruraux isolés financés par les dons des charitables et par les différents organismes non-gouvernementaux indiens ou étrangers dont NAFRE³ est un exemple. L'importunité principale pour le peuple indien envers les écoles informelles est la certification qui pose un problème pour ceux qui veulent continuer leurs études. Ni les écoles informelles ni leurs élèves sont enregistrés officiellement par les gouvernements de l'éducation, et donc n'existe aucun certificat qui garantit que l'élève avait vraiment suivre des études.

Le fonctionnement et la gestion de l'éducation en Inde est la responsabilité du département de l'éducation qui appartient au ministère du développement des ressources humaines. Au niveau de l'Etat, il y a un secrétariat spécifique à l'éducation pour chaque type d'enseignement (secondaire, supérieur, technique,..., etc.). En milieu urbain, les conseils de l'école urbaine CSB ou en milieu rural les conseils de l'école régionale DSB ou *Panchayats* supervisent les conseils scolaires (Rapport AF, 2006)³³.

Trois comités nationaux établis par le département de l'éducation assurent l'uniformisation des livres scolaires dans un pays qui comportent dix-huit langues officielles (l'assamais, le bengali, le gujarati, le kashmiri, le marathe, l'oriya, le pandjabi, ..., etc.), et le développement des normes éducatives que sont :

-Le conseil national de recherche et de formation éducationnelle (NCERT) qui joue un rôle d'amélioration de la qualité scolaire;

-L'institut national de planification et d'administration éducative (NIEPA) qui entreprend divers programmes de recherche et de scolarisation ;

³National Alliance for the Fundamental Right to Education.

-Le conseil national de l'éducation des adultes (NBAE) qui offre des supports de recherche au programme d'alphabétisation et de formation des adultes.

Les universités indiennes :

Le premier collège universitaire en Inde se réfère au 1782 avec la fondation de *Calcutta Madrassa* consacré notamment au droit islamique et au persan, ce dernier a déclenché l'instauration des autres collèges spécialisés tels que : le collège *Fort William* (1791) et *l'Hindu College*, aussi appelé *l'Anglo-indian College* (1817) (Berthet, 2003)³⁴. En Inde contemporaine, le système éducatif notamment universitaire représente le pilier principal de l'économie et la mise en œuvre des politiques visant à accroître le rendement intellectuel est devenue le souci premier de différents gouvernements après l'indépendance en 1947. Dans les années 1950 et 1951, le pays a connu un essor quantitatif dans le cadre de l'instauration des universités, 30 universités et 750 collèges affiliés sont destinés à satisfaire les besoins éducatifs de 263 000 étudiants dans toutes les spécialités. Cela a augmenté en 2005 à 11 millions étudiants et 9703 collèges affiliés à 230 universités et 27 000 enseignants travaillant dans 550 collèges spécialisés en ingénierie et technologies ainsi aux 655 collèges en médecine et 600 collèges en management (National report, 2008)³⁵. Ajoutant qu'environ 10 million étudiants suivent leurs études en 6 500 institutions de formation professionnelle (Saxena et al., 2012)³⁶. Malgré que les études universitaires soient réduites uniquement à 7% de l'ensemble de citoyens indiens entre l'âge de 18 et 24 ans contre 21% en Allemagne et 34% dans les Etats-Unis, mais on constate que les inscriptions universitaires connaissent un taux du développement annuel de 5,1% par an (Srivastava, 2010)³⁷.

En outre, l'université de Delhi (DU) et l'université Jawaharlal Nehru (JNU) ont une bonne réputation en Inde et en Asie et se classent respectivement en 41^{ème} et 40^{ème} position dans l'ensemble des universités asiatiques selon la revue *Asiaweek* en 1999. Ce classement se base sur cinq critères que sont: la réputation universitaire, la

sélectivité de l'admission, le corps enseignant, les activités de recherche, et les ressources financières (Rapport AF, 2006)³⁸.

Quand aux 19 universités centrales, le financement et le suivi reviennent aux gouvernements centraux de chaque territoire tandis que les autres universités et collèges sont soumis aux gouvernements régionaux les plus proches (Srivastava, 2010)³⁹.

Dans un autre coté, entre 2000 et 2001, 42% de ces universités et collèges sont privatisés mais soutenues financièrement par l'Etat en offrant des études à 37% de l'ensemble des étudiants inscrits en universités c.-à-d. approximativement 3,1 millions parmi 8,4 million étudiants (National report, 2008)⁴⁰. Actuellement ces universités constituent 50% de l'ensemble des organisations de l'enseignement supérieur. A titre d'exemple, parmi 198 collèges de médecine, on trouve 44% ont un statut privé et 92% de l'ensemble des collèges d'ingénierie (1102) sont des collèges privés (Antez, 2011)⁴¹. La plupart de ces collèges privés sont aidés par les gouvernements puisqu'ils offrent des services éducatifs à une part considérable du peuple indien. Le tableau suivant montre le nombre de différentes institutions indiennes selon leur statut :

Tableau2 : les différentes institutions de l'enseignement supérieur en Inde

		Le nombre d'institutions (2005/06)
Publique	Gouvernement	4,493
Privé	Aidé	5,760
	Indépendant e	7,720
Total		17,973

Source : d'après Saxena et al. (2012, p.22)⁴²

Le ministère de l'enseignement supérieur qui reste pendant longtemps le parent pauvre du système éducatif indien n'a pas pu supporter les dépenses de plus en plus élevés avec un partage de ressources financières entre le secteur universitaire public et

privé. Les dépenses universitaires occupaient 0.19% de l'ensemble de dépenses publiques en 1950 et 1951. En 1974, la part du budget allouée à l'enseignement supérieur s'élevait à 25% du budget de l'éducation et 1% du budget global du pays avant de chuter brutalement dans les années 1980 à 0,4% du budget global (Saxena et al., 2012)⁴³. Dans les années 1990 une défaillance considérable en matière du système de l'enseignement supérieur est apparue, la restructuration du budget global du pays due à la crise financière a engendré une lacune extrêmement élevée entre les besoins réels du système éducatif et la disponibilité de ressources humaines, matérielles et financières.

Les bourses étrangères allouées aux étudiants indiens représentent une part non négligeable dans le budget de l'université, 4 millions de dollars pour financer chaque année le programme de bourses étrangères. Plus de 17 000 étudiants indiens suivent leurs études de post-graduation en Bretagne avec une augmentation de 9 000 étudiants prévue en 2010. Dans les États-Unis, le nombre d'étudiants indiens arrive à 80 000 personnes pour construire la grande part dans l'ensemble des étudiants étrangers (Kingdon, 2007)⁴⁴.

D'autre part, le souci principal de gouvernements est l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la recherche. Pour cela, plusieurs centres de recherches de différentes disciplines ont été installés et qui prennent l'appellation du centre de l'excellence tels que CAS (*Centres des études avancées*), DSA (*département de l'assistance spéciale*) et les centres de recherche inter-universitaires. De plus et pour réduire les couts de recherches avancées notamment en sciences, des centres inter-universitaires en sciences nucléaires, astronomiques, en sciences sociales et humaines ont été instaurés (Rapport AF, 2006)⁴⁵.

Conclusion :

La croissance démographique pourra devenir un atout de croissance si les parties responsables savent la transférer avantageusement et l'Inde en reste le bon exemple. Le système éducatif indien comme nous l'avons cité et malgré les carences

qui l'affaiblissent a pu pousser le pays vers un développement extrême pour devenir non pas seulement innovant en matière de technologie et de santé par exemple mais l'Inde représente aujourd'hui le marché premier de services d'Offshore. L'analyse du système éducatif indien reflète que l'État et les gouvernements dans ce pays jouent un rôle primordial en tant que régulateur, coordonnateur et un tuteur pour un pays qui connaît une inégalité de classe, de caste et de genre. L'Inde a fait des efforts considérables pour encourager les citoyens à s'instruire et à continuer leurs études ; a entravé l'instauration des universités étrangères ; a aidé financièrement les universités privées et lancé des annonces publicitaires pour attirer les étudiants indiens et étrangers (Srivastava, 2010). Reste à noter que ce sont surtout les institutions privées (écoles et universités) qui ont participé davantage à rendre l'Inde le pays des savants.

Références bibliographiques

- ¹Rapport de l'OCDE (2011), Études économiques de l'OCDE Inde.
- ²Carmel E., Tjia P., (2005), *Offshoring Information Technology Sourcing and Outsourcing to a Global Workforce*, Cambridge University Press.
- ³Agrawal S., (2007), *Les économies émergentes et l'aide au développement international, le cas de l'Inde*, Rapport DPDA.
- ⁴ Kumar K. (2004), *Quality of education at the beginning of the 21st century: lessons from India*, Background paper prepared for the Education for All Global Monitoring Report.
- ⁵ Nambissan, G. B. (2010), *The global economic crisis, poverty and education: a perspective from India*, *Journal of Education policy*, 25 (6).
- ⁶Lala M., House C. (2005), *The Challenges for India's Education System*, Briefing Paper, Asia Program.
- ⁷ Kaul S., (2006), *Higher education in India: seizing the opportunity*, Working paper NO.179.
- ⁸ National report (2008), *Status of education in India*, national university of educational planning and administration.
- ⁹ Saxena R., Anandakrishnan M., Vashishtha A., (2012), *Higher Education in India: Twelfth Five Year Plan (2012-2017) and beyond*, report of Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry.
- ¹⁰ Khan N., Currie W.L., Weerakkody V., Desai B., (2003), *Evaluating Offshore IT Outsourcing in India: Supplier And Customer Scenarios*, 36th International Conference on System Sciences, Hawaii, USA.
- ¹¹ www.BusinessWeek.offshoretoindia.com, Visité le 15/04/2016.
- ¹² Agrawal (2007), *Op.cit.*
- ¹³ Rao M.T. (2004), *Key Issues for Global IT Sourcing: Country And Individual Factors*, *Information Systems Management*, 21 (3).
- ¹⁴ Rao, (2004), *Op.cit.*

-
- ¹⁵ National report (2008), *Op.cit.*
- ¹⁶ Agrawal (2007), *Op.cit.*
- ¹⁷ Agrawal (2007), *Op.cit.*
- ¹⁸ Agrawal (2007), *Op.cit.*
- ¹⁹ Kaul (2006), *Op.cit.*
- ²⁰ Kaul (2006), *Op.cit.*
- ²¹ Buisson A., (2010), Alphabétisation et éducation au Kérala, Inde, thèse doctorat, Université de Provence, Aix-Marseille.
- ²² Srivastava, P. (2010), Public-private partnerships or privatization? Questioning the state's role in education in India, *Development in Practice*, 20 (4-5).
- ²³ Nambissan, (2010), *Op.cit.*
- ²⁴ Saxena et al. (2012), *Op.cit.*
- ²⁵ National report (2008), *Op.cit.*
- ²⁶ Rapport (2012), Higher Education Finance and Cost-Sharing in India.
- ²⁷ Antze C. (2012), They Should Stand on Their Own Feet :Mothers' Accounts of Education, School Choice and Their Children's Uncertain Futures in Varanasi, India? Master thesis of Arts, University of Toronto.
- ²⁸ Srivastava (2010), *Op.cit.*
- ²⁹ Srivastava (2010), *Op.cit.*
- ³⁰ Antze E.C., (2011), They Should Stand on Their Own Feet: Mothers' Accounts of Education, School Choice and Their Children's Uncertain Futures in Varanasi, India, Phd dissertation, Department of Sociology and Equity, University of Toronto.
- ³¹ Antze (2011), *Op.cit.*
- ³² Srivastava (2010), *Op.cit.*
- ³³ Rapport AF, (2006), l'enseignement supérieur en inde, centre des sciences humaines, Ambassade de France en inde.

³⁴ Berthet S., (2003), Le système éducatif indien : entre utopie villageoise et pression sociale, 1^{er} Congrès du Réseau Asie / 1st Congrès of Réseau Asie-Asia Network, 24-25 sept. Paris.

³⁵ National Report (2008), *Op.cit.*

³⁶ Saxena et al. (2012), *Op.cit.*

³⁷ Srivastava (2010), *Op.cit.*

³⁸ Rapport AF (2006), *Op.cit.*

³⁹ Srivastava (2010), *Op.cit.*

⁴⁰ National report (2008), *Op.cit.*

⁴¹ Antez (2011), *Op.cit.*

⁴² Saxena et al. (2012), *Op.cit.*

⁴³ Saxena et al. (2012), *Op.cit.*

⁴⁴ Kingdon G. G. (2007), The progress of school education in India, University of Oxford.

⁴⁵ Rapport AF, (2006), *Op.cit.*